# Les entreprises françaises sont les moins rentables de toute la zone euro

29/12/2013 à 10h25

**L'information est passée relativement inaperçue. Selon l'INSEE, Le taux de marge des entreprises françaises est tombé à 27,7% au troisième trimestre, à son plus bas niveau depuis 1985.**

Ces chiffres semblent contredire le sentiment général en France sur le creusement des inégalités et les milliards de profits réalisés par les plus grandes entreprises. Les sociétés du CAC 40, l'indice vedette de la Bourse de Paris, auront réalisé environ 80 milliards d'euros de bénéfices cette année, une progression de 15% par rapport à 2012.

Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. **Si les multinationales vont bien, c'est parce qu'elles réalisent, comme leur nom l'indique, l'essentiel de leur chiffre d'affaires et plus encore de leurs bénéfices à l'étranger.** Elles ne reflètent pas du tout la santé réelle des entreprises et de l'économie française.

L'état de santé, en moyenne, des entreprises françaises est très préoccupant. Leur taux de marge est bien plus faible que celui des entreprises allemandes (plus de 40%), mais aussi italiennes, britanniques et même espagnoles (entre 34% et 40%). **Les entreprises françaises sont tout simplement les moins rentables de la zone euro.** Les profits des entreprises françaises font à peine plus de 6% du PIB, les allemandes et les italiennes un tiers de plus, les espagnoles et les américaines deux fois plus.

Alors on sait bien en France que le profit s'est mal. Mais c'est le moteur de l'économie de marché et la baisse de rentabilité des entreprises française, qui n'est pas un phénomène nouveau, s'aggrave. Le taux d'autofinancement des investissements des entreprises est très faible et va encore diminuer cette année (à moins de 66%). Pour investir, elles sont obligées de s'endetter. C'est-à-dire de prendre des risques et de trouver des banques qui aient envie de prêter.

C'est évidemment une bonne explication à la frilosité des investissements et donc des créations d'emplois privés et marchands, de vrais emplois qui ne sont pas financés par de la dépense publique, c'est-à-dire par des impôts et de la dette.

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) n'est pas encore intégré dans la mesure du taux de marge effectuée par l'INSEE, mais il représente à peine un point de marge. Le mal est plus profond.

Il tient aux charges pesant sur le travail et notamment au financement de la protection sociale par les salaires, mais pas seulement. Si les marges sont aussi faibles, c'est que les entreprises françaises ont perdu tout contrôle sur le prix de vente de leurs produits. Cela signifie qu'elles sont trop exposées à la concurrence avec des offres à trop faible valeur ajoutée, dans des gammes trop basses ou trop peu innovantes. Un cercle vicieux dont il n'est pas possible de sortir sans investir…

«Vu leur situation très dégradée, les entreprises vont utiliser le Cice avant tout pour restaurer leurs marges et non pas pour embaucher ou investir, prévient Patrick Artus, directeur des études de Natixis. Or sans l'investissement, la reprise ne s'enclenchera pas.» Elle sera «poussive», a prévenu l'Insee. L'Institut prévoit en conséquence que le taux de chômage, après une stabilisation, devrait repartir légèrement à la hausse mi-2014.

Les organisations internationales (OCDE, FMI, Commission européenne) ne croient pas non plus à un recul prochain du chômage en France. Elles pensent même que la hausse va se poursuivre en 2014.

Slate